



## Liminaire CGT Comité local du 13/06/2017

**Monsieur le Directeur,**

**Le Président Macron**, banquier des Rottshild et chouchou des Gattaz et consorts commence à dévoiler la mise en œuvre de son programme.

Son premier ministre Philippe annonce moins de fonctionnaires avec l'accélération des suppressions d'emploi. **Pour son gouvernement la loi El Khomri (loi Travail)** n'est pas parvenue à aller assez loin et le 1<sup>er</sup> ministre dévoile, un peu forcé, comment ils vont encore s'attaquer au Code du Travail et à l'assurance chômage ; en matière de pensions et retraite, le nouveau gouvernement veut diminuer les **pensions de retraite et les salaires** en augmentant la CSG, aller vers une retraite à points et un allongement du temps de travail afin qu'elle soit moins favorable. La **politique annoncée va donc à l'échec et à l'envers des intérêts de la majorité.**

Pour la CGT Finances Publiques, **personne ne doit se satisfaire de la façon dont on travaille aujourd'hui à la DGFIP ! La CGT Finances Publiques ne se résout pas à considérer qu'il faudrait accepter cette situation au motif qu'il n'y aurait pas les moyens de faire autrement ! Car, à la DGFIP, les sujets de mécontentements ne manquent pas.**

Les agents sont de plus en plus confrontés aux **dossiers qui s'accroissent** sur le bureau (96 % disent travailler dans l'urgence, 79 % ne peuvent pas faire face) à des imprimantes trop peu nombreuses, à des connexions informatiques qui ne fonctionnent pas bien, au téléphone qui sonne et aux usagers affluent aux guichets utilisant ainsi tous les canaux du contact dont ils ont besoin, tout ceci résultant des choix organisationnels de la DGFIP.

Ils subissent également la **contraction des crédits** de fonctionnement, qui provoque l'absence de fournitures en quantité suffisante, les difficultés de parking, la fermeture des restaurants administratifs, les frais qui sont remboursés 6 mois après.

Ils doivent également composer avec des **contribuables** rendus irascibles par l'éloignement de nos services ou un « tout à distance » très compliqué pour les couches populaires ou âgées ; mais aussi avec des **notes de la direction générale** toujours plus nombreuses et contradictoires, à l'impossibilité de retrouver une note sur Nausicaa..., à la **complexité administrative** qui rallonge les temps de saisie des 2042 jusque 4 ou 500 %, à la dématérialisation qui créent des travaux supplémentaires (environ 30 % des 2042 télédéclarées sont par exemple à retraiter à un moment ou un autre), toujours plus de nouvelles listes qu'on nous demande de traiter sans discernement et conséquence souvent

d'applications informatiques surannées ou défaillantes.

Il leur faut également faire face aux suppressions d'emploi par milliers chaque année, subir des fusions et réorganisations comme celle d'APRDV, des **Domaines, caisse unique ou SPFE** à l'ordre du jour de ce comité, des contre-réformes qui désagrègent le travail et le service public rendu.

Et cerise sur le gâteau, il n'y a pas la **reconnaissance de nos efforts** et de notre implication professionnelle, notre pouvoir d'achat étant rogné par le gel du point d'indice, l'augmentation des cotisations retraites, la remise en cause des régimes indemnitaires, la suppression des mois d'avancement pour les B (les C et les A l'année prochaine), des volumes de promotion qui se réduisent comme peau de chagrin (division par 6 !).

Pour la CGT Finances Publiques, **il n'y a pas de petites ou de grandes revendications. Il n'y a que ce dont nous avons besoin pour travailler. Et des avancées sont obtenues, des reculs sont imposés aux directions.** C'est notamment le cas dans le Val de Marne, où après la grève et la mobilisation des agents, le directeur est revenu sur sa décision de passer de **10 à 3 RAN**, pour finalement en maintenir 7. Comme dans le Nord où, suite à des grèves répétées et suivies sur l'ensemble des sites, et aux multiples actions menées pendant 5 mois, les collègues ont vu une enveloppe de **500.000 euros** être débloquée, la DRFiP ayant pris 36 engagements dans l'amélioration des conditions de travail. Comme à Vierzon ou dans les Pyrénées Orientales où des renforts en personnel ont été obtenus en 2016. **Comme dans les ESI de Bordeaux Océan et Poitiers** où les grèves ont permis de suspendre les changements organisationnels voulus par la direction. C'est également le cas dans **plusieurs départements comme l'Aude**, où des Centres des Finances Publiques ont été maintenus grâce à la mobilisation des agents, des usagers et des élus locaux.

**Aucune perspective** de progrès n'est proposée à l'ensemble des agents et usagers. La CGT Finances Publiques de l'Aude **vous redemande** dans un 1<sup>er</sup> temps d'exiger le comblement de tous les postes vacants du département au 01/09/2017 puis dans un 2<sup>ème</sup> temps de demander un moratoire sur les suppressions d'emploi au DG ou son successeur. Le peuple-travailleur de Guyane puis les routiers récemment nous ont montré la voie à suivre : unis dans nos services, dans la rue, les blocages, la grève continue et généralisée.

**Plus que jamais pour la CGT, le combat continue en 2017 pour la reconnaissance du travail des agents, contre les injustices devant l'impôt et pour un service public fiscal, foncier et comptable de proximité le tout en lien avec les luttes interprofessionnelles.**